ASSOCIATION

« UN CENTRE VILLE POUR TOUS »

Assemblée générale du 6 décembre 2004, à la Maison des Associations, en présence d'une quarantaine de personnes, adhérents de Centre Ville pour Tous et habitants de la rue de la République.

Compte-rendu des décisions

Nous avons consacré la presque totalité de la réunion à la rue de la République, point sur les actions, rendez-vous et actions à venir ; d'autres lieux pourtant appellent aussi notre intervention et pour n'en citer qu'un : Belsunce... Les locataires de l'Hôtel Farid, 5 rue des Petites Maries, ont à nouveau été l'objet de pressions et de menaces intolérables de la part du gérant : menaces de mort, l'un des locataires – et tous sont d'excellents locataires faut-il le rappeler ? – ne peut accéder à ses biens personnels, les serrures de sa chambre ont été changées en son absence, ces vieux messieurs aujourd'hui craignent de se faire agresser physiquement dans le quartier. Nouredine et Daniel les ont accompagnés pour déposer plainte au commissariat, une cinquantaine de personnes se sont réunies samedi dernier devant l'hôtel : nous avons voulu leur faire part de notre soutien. La plus grande vigilance est demandée à tous concernant cette triste affaire et d'autres semblables qui ne manqueront pas, hélas, de se produire.

Rue de la République. Où en est-on ?

. Points sur la manifestation et les rencontres
C'est lors de notre conseil d'administration du 8 novembre dernier que nous avons décidé de nous engager sur les évènements de la rue de la République. L'action conjuguée des adhérents de Centre Ville Pour Tous et des habitants a « formé » le succès de la manifestation du 27 novembre : 500 manifestants selon la police... combien étions-nous ? Une délégation CVPT/habitants avait été reçue la veille par M. Espinasse, sous-préfet à la ville : nous lui avons fait part de notre désir d'une réhabilitation faite pour les habitants et non contre eux, nous avons dit nos inquiétudes et relaté les faits très graves dont nous sommes témoins et victimes. Nous avons appelé son attention sur les non-renouvellements de bail, sur les pratiques scandaleuses de Marseille République et de son gérant Nexcity, sur le manque de transparence et de concertation entretenu par eux sur leurs projets. Nous avons souhaité que l'Etat puisse faire appliquer l'esprit et la lettre de la convention Opah, qu'il veille à ce que des logements sociaux et conventionnés soient effectivement créés sur ce périmètre, que soient prospectées toutes les possibilités de rester sur place. Parler de relogement oui ! mais seulement s'il y a besoin de reloger : à notre connaissance, aucun arrêté d'insalubrité ou de péril sur les immeubles de la rue ! Ces informations, sur les non-renouvellements de bail comme sur les travaux, pourront permettre au préfet de fonder ses décisions : c'est lui qui peut opérer un contrôle sur la nécessité des travaux prévus et autoriser l'emploi de la force publique pour les expulsions. M. Espinasse a estimé avec nous « que la légitimité d'une opération commence par son explication » et « que les méthodes employées ne sont pas admissibles ». Il nous assure de la volonté « de l'Etat, qui entend respecter ses obligations, considérant que cette opération de réhabilitation ne ressort pas d'un simple rapport entre un bailleur privé et des locataires, c'est bien un problème public, un problème qui concerne la République ». Tout cela, nous continuerons à le dire le 8 décembre à M. Jallinot, directeur d'Euroméditerranée. C'est à lui que nous choisissons de nous adresser, et non à Marseille République, à Euroméditerranée en tant qu'animateur d'une opération d'intérêt national, en tant que son conseil d'administration - président Jean-Claude Gaudin – réunit l'Etat et les collectivités. Et rappelons ici que malgré nos demandes répétées, nous n'avons toujours pas été reçus par le Maire de Marseille ! La délégation sera constituée de 10 personnes, membres de CVPT et habitants.

. Nous sommes bien évidemment touchés par les angoisses des habitants de la rue de la République. Nous nous sommes d'abord saisis de la question Lone Star, mais nous n'oublions que l'accord est parfait avec Eurazéo, l'autre grand propriétaire de la rue, et que ce désir de profits gigantesques en fait rêver bien d'autres ! A l'inquiétude des locataires, nous avons décidé de répondre par un petit « guide pratique », un petit « mode d'emploi » pour résister très

concrètement aux tentatives d'expulsions et aux intimidations. Il répond à quelques questions concrètes : les expulsions dont nous parlions plus haut ne peuvent être autorisées par le préfet qu'après un jugement, et par conséquent une procédure très longue, cette décision ne peut être prise que si le locataire ne paie pas son loyer. (Nous avons attiré l'attention du sous-préfet sur le fait que les locataires de la rue – eux aussi – ont toujours payé leurs loyers et leurs charges, malgré l'état d'abandon des parties communes...). Résister à la pression : ne rien signer sans prendre le temps de la réflexion et du conseil – que faire des dossiers de demandes HLM proposés par les « médiateurs » de Marseille République – doit-on accueillir absolument tout le monde, géomètres, architectes, enquêteurs sociaux, « médiateurs » ? A tout cela, nous tentons de proposer des réponses, conseils et adresses pratiques, un document (réalisé par Daniel, Nouredine, Jean-Philippe) sera disponible la semaine prochaine et sa distribution sera assurée par Martine Derain, Jean Kalamuca, Vincent Abad, Jules Spano, Philippe Lyonnet, Bernard Rilfaud, Marc Zanotelli, Gilles Vayne et Anne-Marie Lepagnol.

. *Les pétitions*
A ce jour, 220 locataires et plus de 600 soutiens : avant de les remettre, Marc Zanotelli a proposé une journée signatures, le 18 décembre. Martine, Bernard, Marc se sont proposés, mais tous sont les bienvenus !

. *Le conseil municipal du 13 décembre*
Rendez-vous à 13h devant la mairie, pour signifier la permanence de notre mobilisation et pour répondre à la conférence de presse organisée à l'initiative de Marseille République le 7 décembre au Patio - 114 rue de la République. Conférence traitant du logement social qu'imaginent ensemble Marseille République, Eurazéo, les logeurs sociaux Erilia, Habitat Marseille Provence, Société Immobilière des Chemins de Fer et Sogima. Seuls ont été invités les journalistes, aucun habitant, pas de citoyens ! Quel mépris ! Faut-il rappeler que Marseille République se décharge de la question en revendant 29 immeubles aux bailleurs – que ce sont soit des immeubles bien évidemment difficiles à valoriser (fonds de cour...) – ou du « haut de gamme », en priorité réservé aux classes moyennes et aux salariés de la Sncf (voir le florilège) – faudra-t-il exiger bientôt des logements sociaux accessibles à tous ? !?!? accessibles aux habitants actuels de la rue ?!?!? Michel rappelle par ailleurs et à juste titre que nous ne devons pas nous focaliser sur 1/3 de logements sociaux ou tant de logements mais continuer à dire qu'il faut qu'il y ait adéquation entre les gens, les gens concrets, et les réponses apportées.

. *Les voies de droit, faire des recours*
Daniel propose qu'un groupe de constitue pour étudier les voies de recours concernant notamment les charges qui ont été réglées par les locataires pendant des années sans qu'aucun des propriétaires successifs n'ait assumé les devoirs qui sont les siens. Monique rappelle à ce sujet que « l'abus de charges » date de la CGF...

. *Appel à soutiens*
L'organisation des actions et du travail de l'association est portée par seulement quelques uns d'entre nous - et la charge s'accroît - un large appel est fait à tous ceux qui voudraient et pourraient apporter leur soutien, notamment par une disponibilité d'écoute vis-à-vis des locataires menacés ou une participation à la préparation des actions (mises sous plis des invitations et envois, signatures de pétitions... : laisser son n° de téléphone ou adresse électronique en écrivant à info@centrevillepourtous.asso.fr)

Daniel lève la séance :
...en évoquant une programmation de films documentaires, à organiser l'année prochaine, concernant les films sur la réhabilitation et le droit au logement que nous avons vu ces derniers jours : La raison du plus fort, Du plomb dans la tête, Enquête de logement, la cigale et la fourmi...
... et en assurant à nouveau tous les habitants de la rue de notre soutien et de notre vigilance : rendez-vous début janvier pour le prochain conseil d'administration et la prochaine assemblée générale.